

<b>Source</b>	<i>Sciences humaines</i> n°259
<b>Date</b>	mai 2014
<b>Signé par</b>	Christophe BOUILLAUD

Le fascisme fut-il un totalitarisme, s'interroge le juriste, historien et ex- ministre italien Sabino Cassese. La question s'est posée dès les premières années du régime instauré en 1922 en Italie autour de la personne de Benito Mussolini. Le fascisme prétendit gouverner l'ensemble de la vie sociale, économique et politique à l'aide d'un État-parti monolithique. Mais y est-il parvenu ? Pour S. Cassese, le régime fasciste ne fut pas totalitaire en ce sens-là. Son appareil juridique, en particulier dans ses aspects les plus répressifs, ne fit qu'accentuer des tendances déjà présentes depuis 1848. Si les seules mains de Mussolini sont parvenues à concentrer de nombreux pouvoirs, les prémisses de ce régime autocratique étaient déjà présentes avant. Cette personnalisation du pouvoir n'empêchera pas une évolution pluraliste du régime, sous la forme d'une multiplication des centres décisionnels de rang inférieur (ministères, agences autonomes, Parti national fasciste, corporations, syndicats, etc.) concurrents entre eux. Mussolini fut moins un chef qui impose ses vues que l'arbitre entre des forces en présence au sein du régime fasciste. S. Cassese rappelle, s'il était encore besoin, que le fascisme fut contradictoire dans ses aspirations : révolutionnaire et conservateur, antidémocratique et démocratique, anticapitaliste et capitaliste, etc. Pour mieux faire ressortir cette incapacité du fascisme à assurer la domination totale de l'État-parti sur la société, S. Cassese propose dans la seconde partie de l'ouvrage une synthèse sur l'application de la doctrine économique et sociale officielle du fascisme, le corporatisme. Au vu des archives, le corporatisme, qui prétendait organiser l'économie au nom de l'intérêt national, permit surtout aux intérêts sectoriels de verrouiller le marché italien en leur faveur, de s'assurer des rentes de situation. Or ces dernières constitueront un des défauts pérennes de l'économie et de la société italiennes jusqu'à nos jours. Pour un historien d'orientation libérale comme S. Cassese, le fascisme serait donc moins le moment où l'État s'impose à l'économie privée que celui où il lui cède, le moment où les intérêts publics et privés tendent à se confondre au détriment de la majorité des travailleurs et des consommateurs italiens.